

La Montagne, un produit du développement durable

1. La Montagne : une convention en devenir

La Montagne, tout comme la Forêt, ne fait pas encore l'objet d'une convention environnementale internationale comme l'Effet de serre, la Couche d'ozone, les Eaux internationales, la Biodiversité ou la Désertification. Elle est néanmoins inscrite dans l'Agenda 21, dans les programmes de négociation où les différentes parties doivent s'entendre sur les concepts, les menaces et les mesures à prendre... élaborant ainsi des normes de gestion à portée universelle et légitimant de nouveaux acteurs à rôle supranational. Le Symposium de recherche d'Autrans et le Forum de la Montagne de Chambéry qui se sont tenus en juin 2000, participent ainsi à la recherche de consensus sur la définition de la montagne, à l'institutionnalisation d'une problématique « montagne ». L'étude de la montagne est ainsi replacée dans la problématique du développement durable.

Le développement durable est une nouvelle vision du monde et du futur unifiée par la rationalisation scientifique – un paradigme –, qui est actuellement en quête de légitimation. Il postule la poursuite du développement économique « réellement existant » sans dommage irréversible pour la planète. Des modèles et des solutions sont alors mobilisés pour soutenir cet objectif qui implique de repenser, de resituer la place de l'homme dans la Nature. Dans un cadre cognitif qui relève de la modernité scientifique, ces modèles se doivent d'être consensuels, efficaces, techniques, utilitaristes, universels. On comprend donc que la recherche d'un consensus autour du concept de montagne constitue un préalable indispensable à l'action.

Concrètement, cela implique que « la montagne » ne nous renvoie plus à une question d'aménagement du territoire, dans une logique de planification nationale sous la houlette de l'État. Nous nous situons maintenant dans un cadre de négociation internationale portant sur la gestion d'un écosystème dynamique qui fait l'objet de conflits d'usage. Les acteurs qui interviennent sont nombreux et d'origines très diverses. Beaucoup se sont organisés depuis peu. A l'occasion de multiples forums de discussion sur Internet, de conférences internationales et d'actions locales, vont s'exprimer ceux qui parlent au nom de la Nature, des générations futures, des Tiers absents. Ceux-ci n'usent pas, bien sûr, de la même rhétorique, ne se réclament pas de la même légitimité et ne poursuivent pas les mêmes objectifs que les gestionnaires ou les consommateurs d'éco-tourisme qu'ils côtoient. Des oppositions féroces se font jour entre les conservationnistes qui veulent préserver la montagne en elle-même, pour elle-même, et les utilitaristes qui postulent que la conservation n'exclue pas l'utilisation, voire la rentabilité économique. Se mêlent au débat les organismes internationaux qui imposent l'idée que, pour des problèmes globaux, il faut des solutions et des juridictions globales, et les diverses ONG qui revendiquent le rôle de médiateurs entre les citoyens et les décideurs. Si l'on ajoute, pour mémoire, les montagnards – catégorie hétérogène s'il en est –, l'État et les collectivités locales, les scientifiques et, bien sûr, les intérêts économiques et politiques nationaux et supranationaux, on ne s'étonnera pas que la Montagne puisse s'ériger en concept improbable.

Catherine Aubertin

Economiste,
Directrice de recherche à
l'Institut de recherche pour
le développement (IRD, ex-
ORSTOM), 213 rue La
Fayette, 75010 Paris, France
<Catherine.Aubertin@bondy.
ird.fr>

Le paradigme du développement durable a ainsi permis des changements de perceptions et d'approches qui suscitent un intérêt nouveau de la part des professionnels du développement et de l'environnement. Les chercheurs ne sont pas en reste : que signifie aujourd'hui la Montagne pour la recherche scientifique ?

2. Quel est le statut de la montagne dans la recherche scientifique ?

Nos journées d'études ont amplement prouvé la difficulté de traduire les recherches de chacun en termes de priorité pour la montagne. Les priorités sont celles de la problématique de recherche, propre à chacun selon sa discipline et ses aspirations, pas celle de l'objet d'étude. Inventaires, recherches historiques, économie politique, recherche-développement..., nous avons tenté l'énumération des thèmes traités par les participants. Elle se présente comme une suite de mots clés :

- les changements climatiques, la résistance des écosystèmes ;
- les typologies de végétation, l'approche biogéographique, la biodiversité ;
- l'étude des risques, la prévention des catastrophes, la disparition des espèces, des ressources – lien fondamental avec les forêts et l'eau : énergie hydroélectrique, bois, foresterie, tourisme, agriculture... –, et des populations humaines ;
- l'histoire de l'occupation humaine, la variation des rapports entre sociétés des plaines et sociétés montagnardes ;
- les conditions de la reproduction familiale, avec un accent mis sur les mobilités et la constitution de réseaux ;
- les politiques d'environnement : éducation, compensations, réglementations économiques, création d'aires protégées, valorisation des actifs environnementaux, création de labels, droits de propriété et d'usage ;
- l'épistémologie de l'environnement, l'institutionnalisation des représentations ;
- les conditions de production et de transfert du savoir montagnard, patrimoine, identité et construction du paysage ;
- l'évaluation des politiques publiques ;
- les relations de pouvoir, les modalités de prise de décision, les politiques de gestion, la gouvernance ;
- les recompositions territoriales : les enjeux de demain, la déruralisation, la globalisation.

On peut se réjouir du fait que les chercheurs qui se posent la question du statut de la montagne s'inscrivent dans les préoccupations de leurs communautés scientifiques, tant dans le domaine des sciences physiques, de la terre et de la vie, que dans celui des sciences humaines et de la société. Ils utilisent les mêmes méthodes que leurs collègues. Il est alors logique de conclure qu'il n'y aurait donc pas de recherches spécifiques à la montagne, qu'il n'y a pas de spécificité montagnarde pour le scientifique. Mais, si on ne peut soutenir que les sociétés sont façonnées par le milieu, en revanche, les critères naturels de la montagne offrent des champs d'application originaux. La montagne serait donc simplement un lieu, un terrain d'application pour l'étude de problématiques plus globales.

On voit également que la montagne n'échappe pas aux problèmes de la société en général : pauvreté, exode rural, pertes de connaissances traditionnelles, uniformisation du monde, érosion, dégradation, disparition d'espèces végétales et animales, catastrophes naturelles, risques majeurs. On retrouve également les aspects positifs des sociétés en

transition : invention, innovation, expérimentation tant dans le domaine de la production que dans celui de l'organisation sociale. Il semble d'ailleurs – au moins pour le monde industriel – que les récents développements économiques concernant les zones de montagnes ne soient pas forcément différents de ceux vécus par les autres zones.

Par ailleurs, l'étude des relations entre occupants des plaines et occupants des montagnes est indispensable pour comprendre l'histoire de nombreux pays. Ces relations se reflètent dans l'histoire, le développement économique, politique et environnemental. Avec de variables déclinaisons selon les pays, une constante s'impose : pour les gens des plaines, les montagnes, souvent frontalières, sont le lieu des guérillas et des trafics, et les montagnards des populations arriérées et dangereuses pour leurs capacités magiques ou guerrières. Les nouveaux concepts de zone à protéger, de réservoir de biodiversité, la peur de manquer d'eau et d'énergie, ne font que renforcer la volonté de vider la montagne de sa population. La montagne ne peut s'étudier indépendamment des mouvements qui, dans le même temps, la traversent, la relient au monde et la stigmatisent.

Un constat s'impose donc : chercheurs, thèmes de recherche et situations des montagnes ne sont pas isolés des grands courants de la société. Il n'y a pas de spécificité, de ghetto montagne, pour les scientifiques.

3. Réorganisation des approches scientifiques

Quand on se pose la question du développement durable pour les montagnes, celle-ci prend une dimension particulière au contact de la complexité d'un milieu à « caractéristiques physiques verticales », et force à la mise au point de nouvelles méthodologies adaptées.

Tout d'abord, s'impose l'exigence de pluridisciplinarité, d'approche intégrée et globale. Chaque phénomène doit être étudié dans ses relations avec la société et le milieu physique, comme une résultante de la co-évolution des facteurs humains et écologiques, avec pour objectif de servir à la prise de décision : la démarche scientifique s'organise désormais en fonction d'un problème et non d'une démarche disciplinaire. Quand les droits de propriété s'étendent à l'ensemble du vivant et transfèrent chaque plante en un ensemble de gènes susceptibles d'appropriation marchande, les inventaires ne suffisent plus pour répondre aux problèmes posés.

Il faut alors être sensible aux expressions locales, tenir compte du fait que la montagne est liée à des valeurs culturelles. Dans la plupart des cas, elle s'inscrit dans une histoire de colonisation, de situation de dépendance et de sous-développement par rapport à un centre. Le discours scientifique a trop souvent servi le processus de domination de la montagne par les plaines. Il importe de s'interroger sur l'importance des référents sous-jacents, en particulier véhiculés par le langage, dans la production du savoir. Car si la montagne peut être une réalité géographique réductible à des données physiques – altitude dont les surfaces présentent une forte inclinaison, ou forme de relief caractérisée par une topographie contrastée – il s'agit aussi d'un élément ambigu de construction d'identité et un objet d'interventions publiques.

Par ailleurs, la multiplication des échelles de temps et d'espace est désormais indispensable pour comprendre les phénomènes. Les

écosystèmes ne sont plus une boîte noire où seuls circulent les flux d'énergie comme au début de l'histoire de la science écologique. Avec les progrès de l'informatique et la prise en compte de l'action humaine – qui n'est plus simplement vue comme un facteur de «perturbation anthropique» –, la complexité est mieux approchée. Les niches écologiques offertes par les variations d'altitudes, de pluviométrie, d'expositions au soleil, de sol sont multiples selon les collines, les vallées, les pentes, et les plateaux. Les brassages de gènes sont plus importants en montagne qu'en plaine. On reconnaît la richesse écologique des montagnes.

Les orthodoxies scientifiques sont alors remises en cause. Les modes de vie montagnards, généralement décriés dans un contexte de développement productiviste à tout prix, sont redécouverts à la lumière du respect de l'environnement. Par exemple, les pratiques de défriche-brûlis, le lien entre déforestation et inondation (ou manque d'eau !) sont réétudiés. Cela est patent quand on se demande ce qui est vraiment condamné : des pratiques supposées prédatrices de l'environnement ou les communautés ethniques qui les mettent en oeuvre. Ainsi, on ne devrait plus lier schématiquement défriche-brûlis et pression démographique avec destruction de l'environnement, comme dans la théorie de l'*Himalayan crisis*¹. Sur le long terme, avec une période de jachère de plus de 10 ans, le système est efficace en termes de sécurité et de productivité, utilisant la fertilité naturelle du sol, permettant la complémentarité des espaces à tous les stades de régénération forestière et révélant de grands centres de conservation et de création de biodiversité. Lorsque le temps de rotation doit diminuer, les populations édictent des lois de contrôle d'accès à la terre ou passent à d'autres types de culture plus intensives. Sans intervention de l'État, les populations montagnardes adaptent leurs pratiques à l'environnement depuis longtemps. Ces pratiques sont anti-érosives et présentent des systèmes durables d'utilisation en terre et en eau.

Le lien entre déforestation et le débit des rivières semblait également une vérité scientifique établie. Grâce à la pluridisciplinarité et aux variations d'échelles, elle est aujourd'hui questionnée à nouveau. L'impact des activités humaines sur le cours des grands fleuves est en fait très difficile à déterminer. A l'échelle d'un grand bassin, il serait même marginal. De plus en plus, les scientifiques s'accordent à penser que les processus biophysiques de long terme sont les premiers responsables des irrégularités des débits. Le manque d'eau ressenti à l'aval proviendrait certainement plus de la pression démographique des plaines et du recours massif à l'irrigation que des pratiques de défriche-brûlis de l'amont. Nous sommes là encore devant une question d'institutionnalisation des perceptions.

La priorité du développement durable est de trouver des modes originaux et viables de coexistence avec le milieu. Les produits de chasse et de cueillette (les produits forestiers non ligneux) sont réhabilités. La conservation in situ est promue. La montagne offre pour cela un terrain exemplaire. Le maintien de la diversité des variétés rustiques montagnardes et la maîtrise du risque climatique commencent à s'opposer à la promotion des variétés sélectionnées et à la logique de rentabilité. Comme espace marginal peu absorbé par le développement économique, on semble redécouvrir aujourd'hui la montagne comme un réservoir – un refuge? – de biodiversité et de traditions – de socio-diversité –, avec de grandes fonctions écologiques. En ce sens l'étude des représentations et des politiques de la montagne peut nous permettre de mieux décrypter les enjeux actuels du développement économique,

1. Voir par exemple Ives J.D. and Messerli B. (1989) *The Himalayan Dilemma : Reconciling Development and Conservation* Routledge, UNU, London ; et Forsyth T. « Science, Myth and Knowledge : Testing Himalayan Environmental Degradation in Thailand », *Geoforum*, vol. 27, n°3, 1996, p. 375-392.

de l'environnement et de la citoyenneté dans leur globalité. La montagne constitue alors une entrée privilégiée pour l'étude de ces enjeux. Enfin, la montagne, comme espace contraint, offre une meilleure réponse, plus rapide ou plus forte, à la variation d'un paramètre. Certains y voient un véritable laboratoire d'expérimentation.

4. Les chercheurs face à la demande publique

Si les chercheurs s'accordent à trouver un intérêt à choisir la montagne comme lieu privilégié d'application de leur recherche, les demandes publiques en termes de définition pour l'action rencontrent un certain malaise. Ce malaise s'est exprimé par la formulation de trois recommandations à l'attention des décideurs : 1. les chercheurs ne peuvent définir des zones d'intervention, cela est du ressort du politique ; 2. il importerait de ne pas chercher à isoler la montagne ; 3. Enfin, on ne peut présenter la montagne comme un ensemble de problèmes.

1. Définir la montagne ?

Si le sommet de la montagne est connu, les limites inférieures sont mouvantes. Certains pays définissent leurs montagnes comme des espaces au-delà de 200 mètres, d'autres à 600, 2 000, 8 000 mètres ! La pente ne nous apprend rien de plus définitif. Il y a des falaises de basses altitudes et des hauts plateaux à 4 000 m. On trouve également des définitions liées à l'usage : la zone d'habitation des oubliés du développement ou des sauvages ; les zones de conservation, de reboisement ou de pâturage ; les zones refuges ; les zones de café et de forêts. Il n'est pas indifférent de définir la montagne comme un château d'eau, comme le domaine des Dieux ou comme un espace récréatif. Actuellement, la tendance est de présenter les montagnes comme des ensembles de bassins versants. Les inquiétudes concernant l'approvisionnement en eau potable de la planète, ou, plus localement, la disponibilité en eau des régions en aval, sont désormais mises en avant pour définir des zones d'interventions, que cela soit pour le développement ou la conservation. Cela est lourd de conséquence : le bassin versant n'est pas une échelle d'organisation des sociétés humaines.

Le type de définition implique un type de sélection de production des connaissances et un type d'action. C'est un processus d'appropriation, une fabrique de catégories pour l'action publique selon un usage écologique, symbolique, économique ou politique. Les caractéristiques de la montagne sont forcément mobilisées en fonction d'enjeux. La sélection de critère n'est pas un processus neutre et l'on peut comprendre les réticences des scientifiques à s'y livrer pour d'autres motifs que l'élaboration d'hypothèses de travail en fonction d'une problématique de recherche.

2. La montagne n'est pas un ensemble de problèmes

Souvent, dans les projets de développement, la définition de la montagne se fait en négatif. Les projets postulent une série de catastrophes annoncées pour les montagnes : l'environnement y est fragile, la productivité biologique faible, les catastrophes naturelles nombreuses. la pression anthropique conduit à une exploitation non soutenable, les populations sont isolées, ce sont des poches de pauvreté, voire d'insécurité, etc. Le discours du développement renouvelle peu le discours colonisateur sur l'espace à soumettre, à intégrer. Pourtant, nous avons vu que le souci d'instaurer un développement durable devrait modifier le regard porté sur les montagnes. On ne peut plus s'obstiner à voir dans les milieux marginaux des milieux attardés

alors que ce sont les lieux de préservation in situ de la biodiversité et des lieux d'expérimentation. Le problème posé devrait non pas venir d'une stigmatisation de la montagne, mais d'une demande : comment prendre en compte l'innovation, les savoirs traditionnels, comment apprendre de la montagne ? Les conditions étant extrêmes, les populations savent gérer l'instabilité, l'aléatoire. Elles ont l'habitude d'utiliser de manière complémentaire les ressources disponibles aux différentes altitudes sans recours à la chimie. L'expérimentation à partir de variétés locales adaptées s'oppose à la Révolution Verte.

3. La montagne ne doit pas être isolée

Définir la montagne, c'est, du fait des contraintes environnementales, attribuer un déterminisme physique qui cache les diversités, comme les antagonismes et les complémentarités. Or les montagnes comportent des plaines et des plateaux, des villes, voire des capitales. Les espaces productifs sont articulés entre montagne et plaine. Des montagnes sont sources de devises par leurs exportations de café, d'hydroélectricité, de bois, de minerais. On ne voit pas pourquoi, comme dans certains plans de développement, la montagne devrait être dévolue à la conservation, figée en éco-musée, alors que les plaines seraient vouées à la production; d'un côté la préservation de l'environnement, de l'autre côté le développement économique. Les réseaux d'échange sont pourtant anciens : «D'un rempart, ils ont fait un carrefour» et les relations amont-aval ne sont pas toujours conflictuelles.

Définir la montagne risque de créer une frontière, de l'opposer au reste de la Nation. Veiller à la garantie de co-évolution des hommes et de l'écosystème de montagne, c'est aussi garantir aux habitants de la montagne une coexistence dans l'unité nationale. Si le statut de laboratoire et de terrain d'expérimentation doit être utilisé avec prudence, on se rend compte que la montagne est un lieu où doivent se mettre en place les mécanismes financier et institutionnel, qui permettraient aux habitants des montagnes de conserver l'écosystème, de continuer à y habiter, voire d'empêcher leur propre disparition.

Les recherches en économie de l'environnement proposent maintenant toute une batterie de mesures pour financer solidairement, à l'échelle locale comme internationale, les montagnes : droits de propriété, droits négociables, redevances, droits d'entrée, taxation, droits de chasse et de pêche, labels, fonds internationaux...

Enfin, la question prioritaire est celle qui se pose à l'ensemble du monde aujourd'hui face à la globalisation et à la nécessité de préserver l'environnement. Comment repenser la place de l'homme-citoyen dans la nature, repenser les rapports des hommes entre eux ? Comment repenser les rapports entre le local et le global ? Quelle réglementation, quels niveaux de décision seraient aptes à garantir le maintien de la diversité et de l'identité, toute en garantissant une coexistence des régions. Quelle autonomie accorder aux montagnards ?

Aubertin Catherine. (2001)

La montagne, un produit du développement durable

In : Debarbieux B. (dir.), Gillet F. (dir.) Mountain regions : a research subject ? : international mountain research workshop

Grenoble : Institut de Géographie Alpine, 65-70

International Mountain Research Workshop : Mountain Regions : a Research Subject ? : Autrans (FRA), 2000/06.